

Andes équatoriennes

La lutte pour l'eau

Par Thierry Ruf, IRD

Les Andes équatoriennes sont traversées par des réseaux parfois très anciens qui arrosent 80 % des terroirs irrigués (400 000 ha dans les Andes). Plus de la moitié sont gérés par des associations paysannes. Celles-ci regroupent des métis et des Indiens, parmi lesquels on compte les Équatoriens, les plus pauvres. Dans ce cadre, acceptés depuis des générations, les pauvres ne sont pas identifiés comme tels, mais comme des paysans et, de ce fait, ils participent à l'organisation d'une répartition de l'eau fondée sur des principes d'équité et de justice et pas uniquement de rentabilité immédiate.

Alors que les experts internationaux avaient, jusqu'à ces dernières années, tendance à ne prendre en compte que les réseaux d'irrigation de l'État (20 % de la superficie) et de l'économie agro-exportatrice de fleurs coupées des environs de la capitale, les recherches menées conjointement par l'Institut équatorien de ressources hydriques (INERHI) et l'IRD sur ces réseaux paysans

connaissent un regain d'intérêt. En effet, le modèle néo-libéral de privatisation de l'eau s'est effacé sous l'influence de diverses résistances et de l'élaboration d'alternatives formulées notamment par les syndicats indiens et surtout depuis le début de cette année, le gouvernement équatorien relance une politique de l'eau en faveur des communautés andines.

Prenons l'exemple des communautés d'irrigants des versants du volcan Carrhuairazo, situées entre Santa Rosa et Pilahuin étudiées par l'INERHI et l'IRD entre 1988 et 1991 et où sont intervenues les ONG CICDA¹ et IEDECA² entre 1997 et 2001, en relation avec l'IRD. Les terres sont arrosées à partir de trois canaux anciens les plus importants et de multiples autres *acequias* plus petites et locales. Le premier canal, le plus élevé sur la zone, est l'*acequia* Toallo, construite en 1698. Elle fonctionne au XVIII^e siècle pour irriguer les terres désertiques de la partie basse de Santa Rosa et pour le service public de l'eau de la ville d'Ambato. De gré ou

de force, les groupes indiens situés au-dessus du canal Chiquicahua se sont appropriés les eaux de la branche de Toallo. À la fin du XX^e siècle, celle-ci délivre son eau essentiellement dans la partie la plus haute de Santa Rosa, là où se trouvent l'habitat indien. La distribution, selon des normes communautaires, est descendante : chaque usager reçoit l'eau de celui qui l'utilise en amont, le temps nécessaire pour irriguer tout son champ. Ainsi, le délai entre deux arrosages peut atteindre deux mois.

À l'aval du système de Toallo, l'irrigation est pratiquée à partir de canaux de grande ampleur construits par des propriétaires fonciers entre 1880 et 1900 (le canal Chimborazo atteint 50 kilomètres de long pour un débit de 500 litres par seconde). Cet apport massif d'eau a permis la mise en culture continue des sols (succession de deux cultures dans l'année) par des paysans métis qui ont racheté les canaux privés sous forme de parts sociales d'un capital hydraulique et formé des associations syndicales pour gérer chaque canal. Lorsque l'État équatorien a décidé de nationaliser les eaux puis de les concéder pour des périodes limitées renouvelables de dix ans, les différents groupes villageois métis et communautés indiennes d'altitude ont reçu des concessions dispersées, par canal et par branche, affai-

blissant largement la coordination des associations centrales qui comptent souvent plus de mille usagers, se répartissant les modules d'irrigation à la demi minute près. La privatisation de l'eau, 30 ans après sa nationalisation, aurait eu des conséquences immédiates : éclatement définitif des organisations de coordination, contestation des ventes d'eau, risque de violences importantes entre « riches et pauvres en eau ».

Il reste que la répartition de l'eau va constituer un des plus grands défis à la société rurale équatorienne. Il faut renouveler tous les accords entre groupes d'usagers d'un versant et proposer des technologies adaptées à leurs choix stratégiques d'allocation des ressources. Un problème de démocratie locale et de reconnaissance entre acteurs, métis et indiens, pour utiliser l'irrigation comme un élément clé de lutte contre la pauvreté rurale. ●

Contact

thierry.ruf@mpl.ird.fr

1. Centre International de Coopération pour le Développement Agricole (Cicda@cicda.org)

2. Instituto de Ecología y Desarrollo de las Comunidades Andinas (iedeca@andinanet.net)